

Santé mentale : des élèves sous tension à l'approche des examens

Les acteurs de l'enfance s'inquiètent de la pression exercée par l'école en pleine pandémie. En cette fin d'année, ils demandent aux enseignants de tenir compte du désarroi des jeunes.

CHARLOTTE HUTIN

Nous voudrions tirer un dernier cri d'alarme : on aspirait à une reprise scolaire centrée sur le bien-être des élèves, mais elle l'est surtout sur les apprentissages et les examens. Réuni en front commun par écran interposé, une série d'acteurs de l'enfance – le délégué général aux droits de l'enfant, les parents de l'enseignement officiel (Fapeo) et le comité des élèves francophones (CEF) – ont fait part de leurs inquiétudes quant à cette fin d'année scolaire.

Malgré les appels à la bienveillance, ils estiment qu'un trop grand nombre d'écoles soumettent leurs élèves à rude

épreuve. « Le message de la ministre n'a pas été entendu par tous », relève Logan Verhoeven, président du CEF. « Nous recevons quotidiennement des témoignages de jeunes qui sont submergés par les évaluations. Or, l'annulation des examens pour faire passer des évaluations constantes n'a pas beaucoup de sens. »

Les études et les acteurs de terrain le démontrent depuis des mois : les dégâts psychologiques générés par la pandémie sont criants, tout particulièrement chez les adolescents. Déjà source de stress en temps normal, les examens viennent agir comme la (énorme) goutte d'eau qui fait déborder le vase. Dans un tel contexte, jusqu'où peut aller le rôle de l'école ?



Des acteurs de l'enfance estiment qu'un trop grand nombre d'écoles soumettent leurs élèves à rude épreuve. © PIERRE-YVES THIENPONT.

la pédopsy « Les groupes classes sont là pour soutenir la résilience »

C.HN

Chef d'unité pour adolescents auprès de la clinique Le Domaine (ULB), Sophie Maes plaide pour la mise en place de mesures de prévention en santé mentale. Elles doivent, selon elle, se faire au sein des groupes de jeunes déjà existants. Crise sanitaire oblige. « Il faut utiliser les groupes classes pour un programme qui soutient une résilience, pas pour ajouter du stress et de la pression supplémentaire. L'école n'est normalement pas faite pour faire de la prévention en santé mentale. Néanmoins, nous sommes dans une situation d'exception. »

Depuis le mois de janvier, les services de pédopsychiatrie tournent à plein régime. Après un léger ralentissement durant les vacances de Pâques, l'augmentation des demandes se fait à nouveau ressentir. « Nous assistons à une deuxième vague de décompensation psychique chez les jeunes. Les symptômes d'appels sont graves. Certains jeunes multiplient les tentatives de suicide. En une semaine, j'ai reçu 15 demandes d'hospitalisation. Ça veut dire 60 par mois et je n'ai que cinq places d'hospitalisation disponibles... »

Egalement membre de l'association des pédopsychiatres francophones, Sophie Maes se fait la porte-parole de ses collègues. « Nous constatons une véritable faillite du système de santé mentale en pédopsychiatrie. Alors que les politiques ont tout fait pour éviter de devoir trier les personnes âgées en soin intensif, nous sommes désormais dans l'obligation de trier les jeunes que l'on

va soigner ! C'est inacceptable ! » Du côté flamand, l'association des pédopsychiatres dénombre pas moins de 24.000 jeunes en attente de soins de santé mentale.

Rôle de l'école

Faute de pouvoir prendre en charge toutes les demandes, la pédopsychiatre pointe le rôle de l'école. « Les jeunes ont besoin d'élaborer en groupe ce qu'il leur arrive. » Elle lance un appel à ses collègues médecins : « La disponibilité psychique des élèves aux apprentissages doit être évaluée. Des certificats médicaux doivent permettre aux jeunes en détresse de ne pas passer les examens. Mais surtout, ne les renvoyez pas chez eux. Ces jeunes ont besoin de socialisation. A l'heure actuelle, l'école est le seul endroit possible. Il serait délétère de les renvoyer à domicile. »

A côté de cette mesure, elle préconise une prise en charge collective, au niveau des classes mêmes, par les services psycho-médicaux-sociaux (PMS). « Nous ne sommes pas suffisamment nombreux pour faire des prises en charge individuelles. Il est illusoire d'envoyer un jeune chez un psy à l'heure actuelle. »

Nous assistons à une deuxième vague de décompensation psychique chez les jeunes. Les symptômes d'appels sont graves

Sophie Maes, chef d'unité pour adolescents auprès de la clinique Le Domaine (ULB)

”

les écoles « Notre rôle n'est pas de remplir celui d'un psychologue »

C.HN

Bien sûr que nous sommes conscients de la nécessité d'être bienveillants. Enseignants et directions se disent unanimes. Mais les appels répétés à la bienveillance ou à ses dérivés leur laissent un goût amer. « Il est temps de faire confiance à l'école », insiste Alain Koeune, président de l'Association des directeurs de l'enseignement secondaire catholique (Feadi). « On a l'impression qu'il y a une méfiance automatique vis-à-vis de l'école. Or, il y a une vraie prise de conscience des difficultés des élèves. »

La majorité des établissements disent avoir adapté leur fin d'année aux circonstances particulières. Le réseau Wallonie-Bruxelles enseignement a, pour sa part, supprimé l'ensemble des évaluations à l'exception des épreuves certificatives externes (CEID, CEB pour les élèves non titulaires et CESS). « Il n'y a que pour les 2^e et les 6^e secondaire que la question des évaluations se pose dans notre école », pointe Christine Tysens, directrice à l'athénée royal de Chênaie. « La pression mise sur les élèves est donc réduite à son minimum. Evidemment, les évaluations continuent durant la 3^e période. Mais il a été spécifiquement demandé que les enseignants ne fassent pas de cette période une session d'examen déguisée. »

Dans le réseau libre, la liberté fut laissée à chaque pouvoir organisateur. « Les écoles essaient de faire au mieux pour conjuguer les apprentissages et le bien-être des élèves. Nous ne visons pas l'apprentissage à tout prix. La matière a

été réduite à l'essentiel », poursuit Alain Koeune. « Pour autant, il est important de prendre la température auprès des élèves afin d'estimer où ils se situent dans leurs apprentissages. Cela permettra de s'engager sereinement dans l'année prochaine. »

Le maintien d'un cadre scolaire lui semble primordial après des mois de navigation aux rythmes des circulaires ministérielles. « Ce n'est pas en laissant tout tourner en roue libre que l'on va répondre à une rescolarisation progressive des élèves. L'école essaye de redonner un cadre structurant et positif aux élèves. Le cadre est rassurant pour les jeunes. On devrait laisser d'autres structures déstructurer l'école ? Je ne pense pas que la solution soit de donner des certificats et de permettre aux élèves d'être présents sans passer d'évaluation. Par ailleurs, il y a un risque de stigmatiser certains élèves en agissant de la sorte. »

Alain Koeune conclut en affirmant que les écoles et les centres PMS ont pris leurs responsabilités. « Vous dire que c'est vrai partout et tout le temps, je n'en sais rien, mais je pense qu'on essaye de répondre du mieux possible au mal-être des jeunes. Toutefois, nous ne pouvons pas aller au-delà de nos compétences. Notre rôle n'est évidemment pas de remplir celui d'un psychologue. »

Ce n'est pas en laissant tout tourner en roue libre que l'on va répondre à une rescolarisation progressive des élèves

Alain Koeune
Feadi

”

EUROPE

La Suisse met fin aux négociations avec l'UE

La Suisse a décidé d'en finir avec les négociations sur ses relations avec l'UE, estimant notamment que cela mettrait en péril sa politique migratoire. Une décision que « regrette » Bruxelles. Cet accord visait à homogénéiser le cadre juridique concernant la participation de la Suisse au marché unique de l'UE et à instaurer un mécanisme de règlement des différends. Cette annonce fait suite au sommet à Bruxelles le 23 avril entre Guy Parmelin et la présidente de la Commission Ursula von der Leyen. Des points litigieux demeuraient (salaires, libre circulation des personnes et aides publiques). Cet accord institutionnel aurait « apporté un changement fondamental dans les relations entre la Suisse et l'UE », nécessitant un « compromis important » en Suisse, a expliqué le ministre suisse des Affaires étrangères, Ignazio Cassis. AFP



© AFP.

BIRMANIE

L'armée ne recevra plus de versements liés à un gazoduc, annonce Total

Les actionnaires d'un gazoduc exploité par Total en Birmanie, dont une entreprise contrôlée par l'armée birmane, vont cesser de percevoir des versements, a annoncé mercredi le groupe pétrolier français, qui a été critiqué pour son rôle dans le pays. Total est présent en Birmanie depuis 1992 et plusieurs ONG l'ont pressé de « cesser de financer la junte ». Selon *Le Monde*, le montage financier autour du gazoduc aurait permis de diriger depuis des années des centaines de millions de dollars tirés des ventes de gaz directement vers les militaires de ce pays. Total avait pour sa part réfuté l'existence d'un montage particulier, l'estimant « classique » et évalué par les autorités précédentes. D'après son rapport annuel, le groupe avait versé 37 millions de dollars d'impôts et taxes dans le pays l'an dernier. AFP

CONCURRENCE

L'UE enquête sur Facebook

La Commission européenne a ouvert une enquête formelle sur des pratiques anticoncurrentielles supposées de Facebook, selon le journal économique britannique *Financial Times*. L'entreprise américaine aurait abusé de sa position dominante en faisant gratuitement la promotion de son propre service de petites annonces Marketplace auprès de ses 2,8 milliards d'utilisateurs dans le monde. En agissant de la sorte, Facebook désavantagerait ses concurrents sur le marché de la publicité. Avant de lancer son enquête, la Commission européenne a envoyé à Facebook et à ses rivaux un questionnaire pour tenter d'identifier d'éventuelles pratiques déloyales. Le service Marketplace, lancé en 2016, est



© AFP

un service sur lequel les utilisateurs peuvent placer des annonces personnelles, par exemple s'ils veulent vendre ou acheter des objets, et ce, gratuitement. Les quelque 2 milliards d'utilisateurs de Facebook pourraient opter pour ce service plutôt que pour des concurrents comme eBay ou Zdehands.

BELGA